

## **TOCQUEVILLE MAGAZINE**

### **HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET**

**N° 625 11 AOUT 2009**

**Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.**

---

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS  
LIBREMENT ET SANS MODERATION**

---

### **LE SAINT CURE D'ARS**

**Le mardi 4 août 2009 était le 150<sup>e</sup> anniversaire de la mort du saint curé d'Ars. Possédé complètement par Dieu complètement dès sa naissance, il offre l'exemple rare d'une sainteté reconnue de son vivant avec des miracles réalisés souvent en compagnie de sainte Philomène. L'Europe entière venait le rencontrer à Ars et à la gare de Perrache à Lyon un guichet était spécialisé pour les pèlerins se rendant à Ars. Conviant les pères de famille à se rendre à la Messe et à désertier les cabarets, il fut aussi à la source de la disparition de la misère, car les hommes gaspillaient dans ces cabarets l'argent de leur famille !**

---

### **EDITO**

#### **LE TROU DE LA SECU**

**Le revoici le fameux trou qui à force de grandir va tous nous enterrer tous. Nous sommes peut-être les seuls dans la presse à indiquer les raisons de la catastrophe. Les médias**

officiels accusent pêle-mêle les progrès de la médecine, les progrès de l'espérance de vie et bien d'autres phénomènes : tout cela ne cite que des causes secondaires. La vraie raison est la nationalisation de l'assurance-maladie qui a pour résultat que jamais le système ne peut être équilibré.

Ce système vermoulu a grosso modo 60 ans. La Cades a été créée il y a peu de temps en vue d'éponger les déficits antérieurs et depuis lors la Cades elle-même ne cesse d'être en déficit, malgré le prélèvement fiscal insupportable de la CSG.

Voici quelques chiffres. En 2002 le déficit était de 3,50 milliards d'euros. 2003 : 10,2 milliards d'euros ; 2007 : 9,5 milliards d'euros ; 2008 : 10,2 milliards d'euros ; 2 009 : 22 milliards d'euros et les prévisions de 2 010 sont de 30 milliards d'euros.

Le déficit cumulé serait de 100 milliards d'euros.

Les dommages à l'économie et à la santé sont immenses.

**M.P.**

---

## **DU NEUF ET DU DEJA VU**

Tout récemment, le Figaro et d'autres journaux ont titré : un mort de la grippe porcine.

A la lecture détaillée, il apparaissait que c'était un pur mensonge.

L'information montrait que la jeune fille qui est malheureusement décédée à 14 ans était victime d'une maladie incurable.

En plus la nouvelle n'était pas une information car, de toutes façons, elle devait mourir.

Nous touchons là du doigt l'habitude des médias de mentir en toute occasion.

## **LES INJURES PUBLIQUES**

La grossièreté est à l'honneur dans les palais nationaux. Le président de la république au cours d'un conseil des ministres a consacré plusieurs minutes, devant les ministres sidérés, à injurier Dominique de Villepin.

Faisant allusion à deux amis de Dominique de Villepin qu'il a recruté il a déclaré : « ils étaient tous les deux directeurs de cabinet de Dominique de Villepin qui me vomit dessus à longueur de temps dans la presse »

---

## **COURRIER DES LECTEURS**

**(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent pas notre responsabilité. A chacun de juger)**

### **LE FRERE JUMEAU**

**Entièrement d'accord avec vous et j'ai vu de mes yeux les dégâts sur la plaine de la Brie entre 1973 et 1983. J'ai toujours diagnostiqué la même chose et tout ce qui arrive était prévisible et prévu. La Secte Noire veut notre mort, la mort de notre identité en même temps que celle de notre indépendance.**

**En ce qui concerne le "frère jumeau", je voudrais préciser que ce frère jumeau a en charge à ses frais donc à ceux des agriculteurs sans parler des autres actifs producteurs véritables, toute sa famille ! C'est donc d'une famille jumelle voulant, en plus, vivre sur un grand pied, bien plus grand, effectivement que celui de la famille agricole, qu'il s'agit...**

**Voilà en tout cas un excellent article ! Que je conserve bien évidemment dans mon dossier économie générale...**

**Bien à vous,**

**LMDM**

---

### **SERVICES PUBLICS**

**Vous n'êtes pas gentil avec les pauvres mammoths, braves animaux à poil laineux disparus lors du Déluge et des glaciations qui ont suivi. Il faudrait peut être un Déluge pour emporter les malfaisants qui nous manipulent?**

**Signé : CHOISIR LA VIE**

---

## TGV

**Cruelle démonstration. Mais ... le plus clair dans cette affaire, c'est que " il faudrait aussi qu'elle [la SNCF] se réforme douloureusement en profondeur, mais, ici, nous sortons du problème des TGV."**

**C'est là, en effet, que gît le lièvre. Supposons la SNCF gouvernée, depuis sa création, comme une entreprise privée, avec des salariés très bien payés mais aussi très bien surveillés, la grève n'y étant admise que "dans le cadre des lois qui la régissent", c'est-à-dire pour des motifs exclusivement professionnels et concernant directement l'entreprise et seulement après échec de négociations avec la direction sur les questions en débat, les grèves "de solidarité", les grèves "préventives" étant strictement interdites. Dans une telle entreprise, les grèves perlées, les grèves de 59 minutes, le paiement des heures de grève, le paiement d'heures supplémentaires à des grévistes requis et autres abus ne se seraient jamais produits, le nombre de salariés serait celui qui est strictement nécessaire au bon fonctionnement de l'entreprise, les avantages sociaux seraient peut-être un peu supérieurs à ce qu'ils sont dans de petites entreprises privées, mais ils seraient très inférieurs à ce que nous voyons aujourd'hui.**

**Croyez-vous qu'une telle entreprise n'aurait pas été en mesure de couvrir la France de TGV pour l'agrément de ceux qui ont à voyager relativement loin et que l'éloignement des aéroports décourage d'utiliser l'avion, tout en entretenant ses infrastructures et son matériel, y compris dans les services de proximité autour des grandes villes ? et cela sans subventions et sans tarifs décourageant l'utilisateur.**

**Je pense que cela se serait passé ainsi (je le sais bien, que la "politique-fiction" n'est précisément qu'une fiction). Et qu'il ne faut donc pas crier haro sur le TGV qui, en soi, est une belle et bonne initiative. Le TGV et ses déficits est l'arbre qui cache la forêt des abus.**

**Bien à vous**

**Anne Merlin-Chazelas**

Un Phare dans la Nuit.



## TOCQUEVILLE MAGAZINE

### LE FLASH

(A diffuser largement)

**LUNDI 10 AOUT 2009**

### LE FRERE JUMEAU

**Le malheur et la révolte des agriculteurs ne sont pas des faits nouveaux et se reproduisent inlassablement en boucle sur eux-mêmes. Tout récemment il y eut le lait et la pêche avec des manifestations très violentes. Sur des années, la France qui dispose de tout ce qu'il faut pour produire des fleurs, a vu disparaître la plupart des productions de fleurs et, d'ailleurs, sans beaucoup de manifestations : ce fut l'étranglement silencieux.**

**Ces jours-ci, les fruits et légumes font l'actualité.**

**Voici l'occasion, une fois de plus, d'énoncer sur les problèmes agricoles la vérité que les médias officiels cachent soigneusement.**

**Les producteurs de fruits et légumes reçoivent des aides nationales et nous allons parler plus loin de la justification ou non de ces aides. Quoi qu'il en soit, Bruxelles a exigé de la France que les producteurs remboursent une partie des aides nationales qu'ils ont reçues entre 1992 et 2002. La facture adressée par dictature bruxelloise à la France s'élève à 338 millions d'euros auxquels il faut ajouter les intérêts de retard compris entre 100 et 150 millions, soit un total d'environ 500 millions d'euros. Un dernier recours à la cour européenne serait possible, mais il durerait au moins deux ans avec le risque d'aggraver la facture.**

**Il est évident que cette demande est odieuse et ne peut être supportée par des producteurs déjà pris dans un étau entre la baisse des prix et le coût excessif de la main d'œuvre.**

**Le ministre, Bruno le Maire, s'est engagé à lancer la procédure de recouvrement dès la rentrée ; en effet la France a accepté depuis longtemps de perdre son indépendance vis-à-vis des fonctionnaires de Bruxelles. Comment va faire ce ministre pour lancer la procédure de recouvrement ? Quels soldats va-t-il dépêcher pour brûler la plante des pieds des récalcitrants ruinés ?**

**L'on imagine la douleur de ces agriculteurs qui n'exercent plus librement leur beau et vieux métier et sont transformés en chasseurs de prime. Ils avaient pourtant bien « chassé » et les voici placés devant l'exigence d'un remboursement, ceci dans une incertitude juridique totale. Pendant ce temps, les ministres successifs, co-responsables de l'erreur tragique, continuent à se partager allègrement le butin public lors des remaniements ministériels permanents.**

**Cette horreur fournit l'occasion de traiter en profondeur de la politique agricole, qu'elle soit nationale ou commune (PAC).**

**D'abord mentionnons les divers mensonges en vigueur.**

**Il nous est dit que la profession agricole a besoin d'aides : c'est un pur mensonge. Aider une activité quelle qu'elle soit c'est, par définition, la tromper et l'empêcher de s'adapter aux conditions du marché. Dans le cas particulier, si la presse proclame qu'il y a besoin d'aide, c'est parce que cette presse cache volontairement l'existence du frère jumeau.**

**Chaque agriculteur entretient par force un frère jumeau travaillant dans les bureaux dans des conditions de confort qu'il ne connaît pas, lui agriculteur, et faisant bravement ses 32 heures hebdomadaires avec des espoirs de retraite mirifiques par rapport par rapport aux retraites misérables des vrais agriculteurs.**

**Pour arriver à ce calcul du frère jumeau, il ne faut pas se contenter des fonctionnaires du ministère de l'agriculture qui ne forment qu'une goutte d'eau dans le drame. Il faut ajouter tous les fonctionnaires dans les régions, les départements, les mairies, etc. Il faut tenir compte de la cohorte glorieuse des eurocrates, des onocrates, sans oublier la FAO, organisme qui, malgré son titre, ne sert surtout pas à lutter contre la faim.**

**Enfin, il est nécessaire d'englober la vraie jungle des organismes qui sont censés défendre les agriculteurs et qui en fait s'enrichissent sur la bête par les prélèvements insupportables qu'ils infligent à la profession. Beaucoup de ces organismes disposent par la loi du droit extraordinaire de prélever des taxes parafiscales sur les professionnels, taxes qu'ils attribuent ensuite à leur guise, les contrôles officiels étant pratiquement nuls. Ces organismes ont inventé même la « CVO » ; pour ceux qui ne connaissent pas la signification de ce sigle, la voici : « cotisation volontaire obligatoire » ; aucun romancier, même le plus imaginatif, n'aurait pu penser qu'un tel monstre administratif puisse exister !**

**C'est un autre mensonge que de dire que les organismes agricoles, qui font souffrir les agriculteurs comme indiqué plus haut, les défendent contre le pouvoir. En fait, dans leurs bureaux dont le luxe est incroyable, ils livrent des combats d'arrière-garde pour aménager la catastrophe et pas du tout pour l'endiguer. Ils n'ont aucun intérêt à ce que la situation**

**des agriculteurs s'améliore car les dirigeants et l'ensemble du personnel perdraient leurs magnifiques salaires ainsi que leur statut. Jean-Michel Lemétayer est président de la FNSEA, le navire amiral de la formidable armada des organismes agricoles ; il vient d'écrire un article dans le Figaro pour glorifier la politique agricole et justifier le prétendu besoin d'aides.**

**De nombreux rapports de la Cour des Comptes ont montré le désordre complet qui règne dans ces innombrables organismes agricoles avec très souvent des pratiques tout à fait critiquables sur le plan de l'honnêteté, c'est-à-dire des transferts indus en faveur de certains dirigeants ; ils citent des salaires parfaitement extravagants.**

**Ne pouvant m'arrêter à tous les faits dans ce royaume d'absurdie, je mentionnerai seulement, pour « distraire » le lecteur, un chapitre concernant l'Anda qui est un organisme censé faire de la recherche. Voici l'un des objectifs fumeux de cet organisme : : « Actions collectives de développement en vue d'associer les agriculteurs à la recherche appliquée, de diffuser dans les milieux agricoles les connaissances nécessaires à l'amélioration des techniques de production et de gestion ainsi que des conditions de vie, afin de donner à tous une connaissance générale des problèmes techniques, économiques et sociaux de l'agriculture » !**

**Autre mensonge lu dans la presse : la crise des fruits et légumes viendrait de la politique « ultralibérale » de Bruxelles. C'est tout à fait le contraire : Bruxelles en réglementant jusque dans le plus petit détail le travail des agriculteurs fait preuve de pratiques parfaitement dirigistes.**

**Autre mensonge : la recherche de l'égalité. Les journaux écrivent benoîtement que la filière des fruits et légumes réalise 16 % des ventes agricoles et reçoit seulement 3 % des aides européennes. Nous touchons du droit le mensonge de toute pratique socialiste qui veut absolument réaliser la chimère de l'égalité avec le résultat de ruiner tout le monde.**

**Enfin dernier mensonge : le malheur viendrait de la politique agricole commune (PAC), non par son existence même, mais par des erreurs qui seraient aisées à corriger. C'est une contrevérité grave : l'erreur de base est l'existence d'une politique agricole publique, qu'elle soit commune ou nationale. La politique industrielle a détruit l'industrie française et la politique informatique a détruit l'informatique française ; le même phénomène se produit en agriculture.**

**Les faits étant rappelés ainsi que divers mensonges, quelles sont les explications ?**

**L'agriculture ne se distingue pas de tous les autres métiers. Elle a ses particularités comme celui d'être proche de la nature et d'être tributaire des éléments dont le climat ; elle n'est pas la seule dans les activités humaines à avoir ces caractéristiques et doit simplement en tenir compte. La réglementer à partir d'un gouvernement ou encore mieux d'une commission européenne qui règne dans les nuées de l'Olympe est une vue de l'esprit. Quand il s'agit de biens aussi périssables que les fruits et légumes, il faudrait être un « deus ex machina » pour y arriver. Trois dictateurs à Bruxelles règnent sur le lait dans toute**

**l'Europe, avec des milliers d'exploitants qu'ils traitent comme des esclaves leur dictant les prix, la façon de travailler, la qualité du lait, etc.**

**Il nous est dit que le prix de la main-d'oeuvre écrase les agriculteurs. Ce qui les écrase en vérité, ce sont les impôts et charges insensés auxquels ils sont soumis et leurs frères jumeaux travaillant dans les bureaux dont ils n'ont nul besoin. S'il n'y avait pas ce poids insupportable, les agriculteurs auraient tous les moyens de se gérer eux-mêmes dans leur totale responsabilité avec les organismes qu'ils créeraient librement et qu'ils surveilleraient eux-mêmes.**

**Les réglementations exercent des ravages aussi perturbateurs que les impôts et charges. Un agriculteur passe peut-être la moitié de son temps à gérer les primes et à comprendre les réglementations perpétuellement changeantes. Le propriétaire d'une terre qui veut s'installer agriculteur sur sa propre terre doit franchir un véritable parcours du combattant pour y arriver, avec au finish, le Préfet qui lui indique comment faire !**

**Il s'ajoute un gaspillage du temps absolument phénoménal.**

**Pendant longtemps la mode était la culture productiviste qui a reçu des subventions fabuleuses, surtout en direction des plus riches céréaliers ; la tendance maintenant est à l'élevage ce qui veut dire qu'on s'est trompé pendant de longues années avec toutes les conséquences économiques et financières que l'on peut imaginer. Si les cultures n'étaient pas soumises à la véritable dictature que les agriculteurs acceptent, ils s'adaptent fort bien et au jour le jour à tous les changements sur le marché au lieu d'attendre des années avant de se corriger.**

**Depuis peu de l'argent public est déversé sur les produits bio : cela signifie sans doute qu'on s'est trompé pendant longtemps en les négligeant. Il n'empêche qu'une étude britannique vient de s'apercevoir que la culture bio n'offrait finalement aucun avantage marquant pour la santé humaine : à quand pour corriger tout ceci la prochaine invention des bureaucrates au pouvoir ?**

**Pour illustrer le propos, rappelons que la Nouvelle-Zélande a pu sortir du socialisme qui ruinait son économie. C'était d'autant plus méritoire que le ministre des finances, Sir Douglass, auteur de la réforme appartenait au parti travailliste et, donc, a dû réaliser avec ses amis une vraie reconversion intellectuelle. L'agriculture, notamment, vivait pour un tiers de subventions et se mourait en silence de ces subventions. Elles ont été supprimées d'un seul coup et l'agriculture est devenue très vite prospère, grâce à la liberté retrouvée des agriculteurs qui ont pu gérer avec efficacité leurs affaires.**

**Dans la crise actuelle, il n'est, hélas, aucune chance que la libération nécessaire de l'agriculture se produise : les énarchos-gauchos au pouvoir ne sont pas formatés pour cela et n'y trouveraient aucun intérêt personnel, car leur richesse vient précisément de leurs aptitudes à gérer la jungle des réglementations qu'ils alimentent sans arrêt.**

**La probabilité est qu'après s'être couché devant Bruxelles, le pouvoir va subir des manifestations violentes et cherchera à éteindre l'incendie qu'il a lui-même laissé se créer.**

**Les pompiers pyromanes enverront des canadiens arroser d'argent public les paysans en juste colère.**

**L'argent ramassé à la hâte par les canadiens dans la rivière argentée des impôts ira asphyxier quelque part les quelques industries et activités qui résistent encore courageusement aux assauts meurtriers des gouvernements successifs.**

**Michel de Poncins**

---

**Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire**

**[micheldeponcins@orange.fr](mailto:micheldeponcins@orange.fr)**

---

**REMARQUE IMPORTANTE**

**Il est indiqué aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :**

**Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE**

**<http://libeco.net/>**

**ou sur LE PILORI**

**<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>**

---

**UNE ANTICIPATION DU MONDE EN 2032.**

**LA LIBERTE A CREE LA RICHESSE UNIVERSELLE.**

**LE CHOMAGE ET LA FAIM ONT DISPARU.**

**LE TOUT DANS UN ETRANGE ROMAN D'AMOUR**

-----  
**LIRE LE LIVRE**

**« LA LUXURE REGNAIT SUR LA VILLE**

**ET LA VILLE ETAIT BLEUE »**

**A commander chez Duquesne Diffusion, 27 avenue Duquesne**

**75007 Paris (19 E)**

**Tel : 01 45 55 87 55 Fax : 01 45 50 45 95**

-----  
**\_CITATIONS**

**ARISTOTE**

**Ce qui est commun au plus grand nombre fait l'objet des soins les moins attentifs. L'homme prend le plus grand soin de ce qui lui est propre ; il a tendance à négliger ce qui est commun**

**RAYMOND ARON**

**"Les hommes font leur histoire, mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils font"**

---

## REVUE DE PRESSE

**WOERTH**

<http://reseauliberte.ning.com>

**"Henri IV ne fut pas un des moindres despotes des rois de France, et cependant la France prospéra sous son règne, parce qu'on n'y tracassait pas les particuliers."**

**Jean-baptiste SAY, cours d'économie politique, 1840**

**Monsieur le ministre du Budget,**

**J'apprends par la presse que le Gouvernement s'apprêterait à faire légiférer sue les (scandaleux) "cadeaux fiscaux", mieux connus sous le doux nom de "niches fiscales", permettant alors au contribuable de grappiller quelques sous supplémentaires sur le montant de son impôt progressif sur le revenu.**

**Bien sûr, le coût annuel de 40 milliards d'euros représenté par ces "cadeaux" octroyés au fil des lois de finances n'est sûrement pas fait, spécialement en période de disette comme aujourd'hui, pour faciliter la gestion des comptes d'un Etat déjà désespérément impécunieux.**

**Monsieur le ministre, tout en sachant que vous devez loyauté et obéissance à la ligne politique imposée au gouvernement auquel vous appartenez, permettez-moi néanmoins de vous faire connaître mon propre point de vue de citoyen et contribuable sur cette question à mon sens des plus vitales.**

**De notoriété publique, les sempiternelles recettes fiscales appliquées depuis bientôt trente ans n'ont réussi, à ce jour, qu'à appauvrir la France au-delà de tout bon sens : la santé hélas florissante des Restos du Coeur illustre à l'envi un tel constat.**

**Certes, on ne peut pas déceimment dire que vous soyez personnellement responsable d'une telle situation, pas plus, d'ailleurs, que de la politique fiscale actuellement mise en oeuvre sur ordre d'en haut : vous n'êtes qu'un exécutant qui, visiblement, se donne un mal fou pour sauver ce qui peut encore l'être...**

**Monsieur WOERTH, il faut aller bien plus loin que la rupture en forme d'Arlésienne promise au printemps 2007 ! L'ISF imbécile tient toujours le haut du pavé et aucune vraie réforme fiscale digne de ce nom, hormis la suppression partielle\* des droits de succession, n'a encore vraiment eu lieu.**

**Je vois même poindre à l'horizon une nouvelle flambée d'impôts et taxes plus ou moins sincères destinés à tenter de renflouer l'Etat providence qui présente, au premier semestre 2009, un déficit budgétaire de l'ordre de 86,6 milliards d'euros (!!)** contre 32,8 milliards un an plus tôt. Et 130 milliards (au bas mot ?) sont même à prévoir à la fin 2009 !

**Certes, il a bien fallu affronter la crise mondiale pour en juguler, autant que faire se peut, les effets délétères. Concomitamment, l'Etat a terriblement souffert d'un manque à gagner (cela me fait toujours sourire (jaune) quand cette expression est appliquée à l'Etat) abyssal dû au tarissement des rentrées fiscales.**

**Alors, sans grande imagination, l'Etat providence saisi de panique se rabat sur les fameuses niches fiscales qui coûtent, dit-on ici et là, quelque 40 milliards d'euros à la "Grande Nurserie"\*\*\* : en l'occurrence, l'acte de réformer commence par la lecture de cet ouvrage pétri de bon sens de Mathieu LAINE. Que ne l'a-t-on fait à l'UMP !!**

**Alors, comment faire ? Toujours selon la (bonne) presse, deux pistes seraient actuellement privilégiées par les énarques de votre garde rapprochée dont la première d'entre elles, si je suis correctement informé, aurait votre préférence :**

- 1. Baisser uniformément les taux de réduction de chaque niche fiscale;**
- 2. Appliquer une franchise forfaitaire au montant total des réductions accordées à chaque foyer fiscal sur sa feuille d'impôt.**

**Un dilemme cornélien ! Pour y répondre (par l'absurde), j'ai eu la curiosité de m'informer à la meilleure source pour savoir, par exemple, comment la Géorgie de Mikheil SAAKASHVILI, partant quasiment de zéro, s'y est prise pour s'extirper du marasme économique ex-soviétique.**

**Voici la relation qu'en fait Emmanuel MARTIN\*\*\*, docteur en économie, éditorialiste sur le site [www.unmondelibre.org](http://www.unmondelibre.org) répertorié comme projet francophone du CATO Institute ([www.cato.org](http://www.cato.org)) basé à Washington. Je cite M. MARTIN :**

**"Du côté de la fiscalité, les progrès ont été remarquables dans le sens d'une simplicité et d'une lisibilité fiscale. Le pays est passé de 22 à 6 taxes : impôt sur le revenu personnel, impôt sur les bénéfices des sociétés, la TVA, la taxe foncière, les droits de douanes et l'octroi. Les prélèvements sur les salaires sont passés de 40% en 2004 à 25% deux ans plus tard. Les revenus des capitaux ne sont pas imposés. Le pays a adopté une flat tax (impôt proportionnel) sur les revenus. L'effet "Laffer" a joué à plein : les revenus de l'impôt ont augmenté de 80% entre 2005 et 2007".**

**Monsieur le ministre, on peut toujours contester ce que font les autres qui ne s'appliqueraient pas à la France et à sa fabuleuse exception culturelle. Mais alors, comment expliquer autrement que par un amour immodéré du statu quo le fait que notre pays, moteur grippé de l'Europe, ne parvienne pas à redémarrer ?**

---

**\* Partielle puisqu'elle concerne 95% des Français, 5% d'entre eux étant alors considérés comme de grands délinquants économiques : un point de vue très socialo-communiste !**

**\*\* Mathieu LAINE : "La Grande Nurserie - En finir avec l'infantilisation des Français" (JC Lattès, février 2006).**

**\*\*\* Texte intégral de l'article de M. MARTIN : "La Géorgie, championne des réformes" sur <http://www.unmondelibre.org/node/513>**

**Librement !**

**Philippe (Sully) ROBERT**

**Membre du Parti libéral démocrate**

**<http://sully1.typepad.com>**

**02400 FRANCE**

**NDRL : Cet article très complet du réseau liberté met bien les choses au point. Remarquons cependant que Monsieur Eric Woerth est totalement et personnellement responsable et qu'il peut au moins s'en aller au lieu de bénéficier de son statut de satrape en tant que ministre.**

---

## **BREVES ET LONGUES**

### **UN FONDS POUR LES PME**

**Christine Lagarde a annoncé la mise en place d'un fonds destiné à financer les PME : « un fond de consolidation et de développement public-privé de plus de 200 millions d'euros sera lancé avec le concours du fonds stratégique des investissements et d'investisseurs institutionnels pour les entreprises qui viennent en médiation avec des besoins immédiats de fonds propres. Nous constatons que la majorité des banques et des compagnies d'assurances ont déjà donné leur accord à René Ricol, le médiateur du crédit ».**

**Il est évident que la superposition de ces fonds avec tous les frais afférents va ruiner les PME comme d'autres et bien au-delà des aides attendues.**

## **LE TRAFIC DES ELECTIONS**

**Le gouvernement vient d'organiser le futur trafic des élections en préparant des ordonnances procédant au redécoupage des circonscriptions. Le prétexte officiel est que la démographie a bougé et qu'il n'y a pas égalité entre les circonscriptions dans ce cadre démographique nouveau. C'est évidemment un prétexte : l'égalité dans aucun domaine que ce soit ne peut jamais être réalisée. Serait-il possible de la réaliser un seul instant, l'heure d'après elle ne serait plus là.**

**Le véritable prétexte, malgré les protestations mensongères du gouvernement, est de contraindre 63 départements à un certain redécoupage ceci est en faveur du pouvoir.**

## **RETRAITES**

**L'association « Contribuables Associés » dans une de ses célèbres monographies montre que la transition de la retraite par répartition vers la capitalisation est parfaitement possible.**

**Elle s'appuie sur l'exemple du Chili qui est passé au système de la capitalisation il y a 28 ans. 95 % des travailleurs et plus généralement de la population ont choisi librement ce nouveau système. De se fait, les retraites sont bien plus importantes. En plus, la prospérité est accrue d'une façon spectaculaire et le taux de croissance atteint régulièrement 7 % par an.**

**Des gouvernements de gauche et le droite se sont succédé depuis et aucun n'a changé le système sinon en améliorant dans le détail. À ce jour le système est appliqué dans 27 pays au total dont 12 européens**

---

## **DOCUMENTS**

**(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)**

## **OBAMA**

**La question n'est pas de savoir si le certificat d'origine est authentique comme cet article l'affirme faussement, mais de savoir à partir de quelles "preuves" il a été établi. Si ces "preuves" ne consistent pas dans les déclarations du médecin accoucheur, si elles ne précisent pas le lieu de naissance, mais ne consistent que dans des factures d'électricité et les déclarations d'un parent, elles ne prouvent en rien le lieu de naissance réel, ces déclarations pouvant avoir été mensongères.**

**C'est pour cela qu'on n'a toujours aucune preuve tant que le CONTENU de ce document n'a pas été PUBLIE et authentifié.**

**C'est aussi pour cela que l'Usurpateur Communiste Gris a dépensé des centaines de milliers de dollars en frais de justice pour ne pas avoir à le PUBLIER.**

**Ce que demandent les "birthers", qui ont bien identifié cette PUBLICATION comme la preuve logiquement nécessaire, c'est qu'on le PUBLIE ; pas qu'une bureaucrate complice et éventuellement ignorante des conditions légales d'établissement d'un certificat de naissance en 1961 fasse une énième déclaration lénifiante en lieu et place de ladite PUBLICATION, en-dehors d'un contexte judiciaire où on pourrait la contre-interroger -- notamment sur le régime sous lequel le certificat d'origine a été établi-- et où toute fausse déclaration sous serment engagerait sa responsabilité pénale.**

**Quant à la question de savoir s'il suffit de prouver que l'Usurpateur Communiste Gris serait bien né aux Etats-Unis pour qu'il soit un "natural-born citizen", c'est [ce que le Dr Fukino NE PEUT PAS SAVOIR, non seulement parce qu'elle n'est pas juriste, mais parce qu'il n'y a pas de jurisprudence à ce sujet.](#)**

**La Cour Suprême, dans son arrêt Minor vs. Happersett de 1874 a clairement établi que le 14<sup>e</sup> amendement à la Constitution, voté en 1868, ne répond pas à la question, et affirmé que le doute subsiste quant à la qualité de "natural-born citizen" d'un citoyen dont un parent ne serait PAS lui-même américain.**

**Le Sénat, quand il a voté sur l'éligibilité de McCain, a bien précisé qu'il avait "des parents" américains, et non "un parent". La compétence légale du Sénat pour en décider est en doute, mais le fait que tous les sénateurs qui ont voté, y compris l'Usurpateur, doutaient que l'enfant d'un SEUL parent américain puisse être qualifié, lui, ne l'est pas. Sans préjudice de la question de savoir si, ayant été citoyen indonésien à l'exclusion de toute autre nationalité lorsqu'il vivait à Djakarta avec son beau-père Lolo Soetoro, l'Usurpateur pourrait en aucune manière se réclamer des Droits issus de sa naissance, étant donné que pour être citoyen américain aujourd'hui, il faudrait qu'il ait été naturalisé, ce qui l'exclut ipso facto du statut de "natural-born citizen".**

**On donne peut-être trop d'importance à la question du certificat de naissance et en faisant cela on prend le risque que celui-ci finisse par prouver la naissance américaine de l'Usurpateur ; mais si on prend la voie judiciaire, étant donné que les tribunaux passent leur temps à rejeter les demandes de preuve sous prétexte d'un prétendu "manque d'intérêt pour agir" et que la Cour suprême est libre de se saisir ou non de la question, le pari fait que l'Usurpateur a quelque chose à cacher sur sa naissance me paraît être le seul qui, politiquement, puisse déboucher sur son éviction.**

**Je comprends donc qu'on mette moins l'accent sur la nationalité de son père, et sur la sienne en Indonésie.**

**Evidemment, si on découvrait, dans les autres documents qu'il s'acharne à dissimuler, les**

preuves du fait qu'il a été naturalisé, ou qu'il ne l'a même pas été (comme l'affirme Philip Berg), ça marcherait aussi.

-----

## **Taxe carbone**

**Qu'un gouvernement de droite confie des rapports à une personnalité de gauche aussi imminente soit-elle, c'est sans doute un élément diabolique de la stratégie d'ouverture initiée par le président Sarkozy qui n'en finit pas de faire couler le parti socialiste. Cependant, je doute que l'on puisse voir un jour le contraire, avec un gouvernement de gauche confiant des responsabilités à des personnalités de droite. La gauche pratique l'ouverture vers l'extrême-gauche.**

**Mais il ne faut pas s'étonner du résultat car quand on confie un rapport à un expert de gauche (qu'il soit compétent ou pas d'ailleurs), la conclusion qui en résultera sera invariablement la même : une nouvelle taxe verra le jour.**

**Dans les années 1990, face à la dérive des comptes sociaux, c'est le même Michel Rocard qui fut à l'initiative de la Contribution Sociale Généralisée (C.S.G.). Cette nouvelle taxe avait pour objectif de redresser les comptes de la sécurité sociale. Depuis, les déficits sociaux ont battu de nouveaux records mais nous avons des taxes supplémentaires qui pèsent sur les agents économiques. Le problème à l'origine de la taxe n'a pas été résolu, mais la taxe est toujours là et elle a été augmentée.**

**Ce précédent devrait inciter à utiliser avec modération l'arme fiscale en faisant jouer une sorte de principe de précaution. Mais non, rien n'y fait. Les hommes et femmes politiques manquent cruellement d'imagination. A cours d'idéologie, ils ne savent pas raisonner autrement. Face à un problème, ils convoquent des experts, établissent des rapports et en concluent qu'il faut créer de nouveaux prélèvements, tout en nous assurant bien-sûr que ces prélèvements supplémentaires sont légitimes, « citoyens » et qu'ils ne grèveront jamais le pouvoir d'achat des ménages. Et si vous vous opposez à la taxe « carbone » alors vous passez pour complice pour « crime environnemental ».**

**Les décisions prises par les agents économiques sont à l'origine des nombreux flux économiques qui font la vitalité et la prospérité d'une nation. Bien-sûr, l'Etat a son rôle à jouer en offrant des biens et services publics qui sont source d'externalités positives et profitent donc à l'activité économique. Mais le financement des biens et services publics passe par des prélèvements publics qui sont eux-mêmes source d'externalités négatives (coût fiscal, fuite des capitaux, développement de l'économie parallèle). L'Etat doit donc veiller à ne pas reprendre d'une main ce qu'il feint de donner de l'autre main. En d'autres termes, le poids des prélèvements obligatoires ne doit pas dépasser un seuil au-delà duquel les externalités positives seraient complètement neutralisées par les effets négatifs de la fiscalité.**

Cet équilibre impose de ne jamais frapper plusieurs fois un même flux économique. Lorsque le ménage travaille, c'est pour percevoir un revenu (net des charges sociales). A ce titre, il paiera un impôt sur le revenu. Puis 80 % de son revenu disponible sera utilisé pour la consommation. A ce titre, il paiera la T.V.A. On nous dit que c'est une taxe sur la valeur ajoutée. Mais le résultat est là, quelque soit le nom qu'on lui donne. Le ménage a dû supporter trois prélèvements : les charges sociales qui amputent son revenu brut, l'impôt sur le revenu qui ampute son revenu net, et la TVA qui frappe son revenu disponible. Et la partie épargnée du revenu n'échappera pas à un prélèvement que l'on aura pris soin de baptiser « impôt sur le capital ». Mais ce n'est pas le capital qui paie, c'est le ménage qui voit le rendement de son épargne amoindri par le prélèvement fiscal, lequel rend l'épargne moins attractive.

Que l'on ne s'y trompe pas, on peut bien jouer sur les mots en baptisant les taxes et impôts avec des appellations sympathiques ou trompeuses, mais les prélèvements frappent toujours et seulement les foyers fiscaux, donc les ménages. Et plus on doit supporter des prélèvements, moins il devient rationnel de prendre des décisions économiques.

Jean-Louis Caccamo,  
Perpignan, le 29 juillet 2009

<http://caccamo.blogspot.com/>

[http://cozop.com/chroniques\\_en\\_liberte](http://cozop.com/chroniques_en_liberte)

---



**OBAMA DOLLAR**

---

[La dette américaine et l'avenir du dollar](#)

Par Sébastien Castellion, Metula News Agency info # 012007/9, 20 juillet 2009

**Obama, dans ce cas, entrerait dans l'histoire comme le Président qui a mis fin à l'empire du dollar...**

**Il est à la mode, depuis quelques semaines, de dire que l'économie va mieux et que la récession mondiale pourrait désormais être près de sa fin.**

**La croissance est encore nettement négative aux Etats-Unis et en Europe ; peu d'économistes attendent la fin de la récession avant 2010 ou le dernier trimestre 2009. Aux Etats-Unis, cependant, l'économie commence à présenter des signes encourageants. Au cours de la semaine dernière, les actions américaines ont augmenté de 6 pour cent. Et, après le grand massacre d'entreprises des six derniers mois, les survivants commencent à publier des profits plus élevés que prévu.**

**L'amélioration des profits des entreprises semble, pour l'essentiel, due à deux facteurs.**

**D'abord, les entreprises ont réduit leurs coûts, ce qui, naturellement, améliore les profits. 6,5 millions d'emplois ont été détruits aux Etats-Unis depuis le début de la crise, dont 3,4 millions pour la seule année 2009. De nombreuses entreprises en faillite ont été reprises par d'autres, qui les ont remises d'aplomb en licenciant massivement.**

**Tout cela est évidemment douloureux pour les gens concernés ; mais c'est efficace. De plus, au fur et à mesure que reviennent les profits, le besoin de réduire les coûts devient moins pressant ; les destructions d'emplois deviennent donc moins abondantes. Depuis un mois environ, il semble que nous soyons parvenus à ce stade : les destructions d'emplois des quatre dernières semaines ont été limitées à 522.000, contre 647.000 pour les quatre semaines précédentes.**

**Ensuite, le secteur bancaire – qui se trouvait au cœur de la crise – profite d'un retour à la normale de la courbe des taux. En 2007, et pour une grande partie de 2008, les banques payaient plus cher pour emprunter à court terme qu'elles ne recevaient sur l'argent qu'elles prêtent à long terme : une situation impossible à gérer et qui a, plusieurs fois, précédé le déclenchement de récessions.**

**Au cours des six à neuf derniers mois, la situation est revenue à la normale ; le métier des banques consiste à nouveau à emprunter à faible taux pour prêter à des taux élevés. Malgré toutes les réserves que l'on peut avoir sur les banquiers américains, ils sont tout de même assez compétents pour cela.**

**Si la fin de la crise se confirme d'ici la fin de l'année, la presse américaine et européenne essaiera naturellement d'en attribuer le mérite à la politique économique du Président Obama, et, plus particulièrement, à son plan de relance budgétaire.**

**Cette explication, cependant, est contredite par le calendrier. Sur les 787 milliards de dollars de dépenses contenues dans la loi de dépenses dite « stimulus » de février dernier, seuls 60 milliards ont été dépensés à ce jour – un montant trop faible pour avoir la moindre influence sur l'économie.**

**La grande majorité des dépenses sera engagée après 2010, c'est-à-dire à une date où la récession sera terminée de toute manière. Dans ces conditions, prétendre faire un lien entre reprise et « stimulus » relève de la pure politique et n'a aucun sens pour l'analyse économique.**

**Pourtant, les dépenses Obama auront bien un impact économique. Cet impact ne portera pas sur la date de la reprise, mais sur le niveau d'endettement des Etats-Unis ; et il risque de se faire sentir dans toute l'économie mondiale.**

**Même les économistes parlent d'un « programme de dépenses », mais cela ne décrit qu'une petite partie du phénomène ; il faut bien trouver de l'argent pour financer ces dépenses. Il serait donc plus exact de parler, chaque fois qu'un gouvernement lance une politique du type de celle choisie par Obama, d'un « programme d'endettement et de dépenses ». Les programmes publics sont financés en retirant de l'économie des sommes que les entreprises et les particuliers auraient pu, sans cela, utiliser à d'autres emplois – et, plus particulièrement, à l'investissement privé.**

**On entend encore quelquefois – notamment en Europe, conservatoire des idées socialistes fort amusant à observer pour le reste du monde – l'idée que l'argent ainsi emprunté aurait risqué, sans cela, d'être purement accumulé par ses détenteurs.**

**Mais ceux qui répètent cet argument sont souvent les premiers à chercher un usage aussi profitable que possible pour leur épargne. Ils devraient donc savoir que tout le monde fait aujourd'hui la même chose et que l'épargne, par le truchement des institutions financières, vient en permanence alimenter l'économie. Il faut avoir le cerveau bloqué en mode « [milieu du vingtième] siècle » pour faire semblant de ne pas le voir.**

**Dans les économies modernes, un plan d'endettement et de dépenses va donc, à court terme au moins, avoir un effet nul sur la richesse nationale, mais pas sur sa composition. De l'argent est retiré à l'investissement privé, qui se réduit ; et il est injecté dans des investissements publics, mais aussi dans des revenus (une bonne partie des dépenses de l'Etat consiste à payer ses fonctionnaires et à distribuer des avantages sociaux).**

**Alors que les dépenses publiques peuvent tarder à venir, la réduction de l'investissement privé s'effectue généralement plus rapidement. Les épargnants savent que l'Etat aura besoin de leur argent pour financer ses dépenses futures et réduisent, en conséquence, leurs projets d'investissement ; les banques savent qu'un emprunt public s'approche et orientent les fonds qu'elles gardent vers la dette publique, plutôt que vers les investissements des entreprises.**

**C'est bien ce qui commence à se produire dans le cas américain. L'investissement privé, qui représentait 15,1 % de la richesse américaine au premier trimestre 2008, est tombé à 11,9 % un an plus tard. Dans le même temps, les dépenses du gouvernement sont passées de 17,5 % à 18,3 % et les revenus des ménages de 71,4 % à 72,2 %.**

**C'est dans un deuxième temps que les choses se compliquent. Les investissements publics et les investissements privés sont tous deux nécessaires pour maintenir la croissance économique à long terme, donc la substitution de l'un à l'autre ne devrait pas avoir d'effet majeur. Mais tout dépend de la situation depuis laquelle on part.**

**Dans un pays qui manquerait cruellement d'investissement public – de routes, d'écoles etc. – plus d'investissement public et moins d'investissement privé peuvent être une excellente affaire. Les infrastructures sont une fondation solide pour la croissance future, et peuvent avoir plus d'impact que les investissements privés.**

**En revanche, dans un pays déjà bien fourni en infrastructures, il existe un risque important que l'investissement public supplémentaire devienne inutile ou contre-productif. Chaque élu local finit par vouloir son aéroport ou son musée, qui n'attirent pas assez de visiteurs pour justifier la dépense.**

**Dans une telle situation, les plans d'endettement et de dépenses suppriment des dépenses utiles – l'investissement privé, soumis au contrôle des investisseurs qui ne veulent pas perdre leur argent – pour les remplacer par des dépenses politiques improductives.**

**Personne ne peut, honnêtement, dire dans quelle situation se trouvent les Etats-Unis d'aujourd'hui. Les infrastructures y sont bien développées en moyenne ; mais elles sont aussi plus vieilles et en plus mauvais état que dans les parties les plus développées de l'Asie et de l'Europe. Dans cette situation intermédiaire, seul l'avenir dira si les dépenses du « stimulus » ont, à long terme, favorisé ou défavorisé la croissance américaine.**

**Ce qui est clair, en revanche, c'est que l'autre versant de la politique budgétaire du Président Obama – l'endettement nécessaire à toutes ces dépenses – est en train de devenir un problème majeur pour le Président en politique intérieure, mais aussi pour l'économie mondiale.**

**En politique intérieure, l'accumulation des méga-déficits se traduit par la certitude absolue que les impôts de tous les Américains vont bientôt augmenter fortement. Le Président répète encore parfois que les ménages gagnant moins de 250.000 dollars par an verront baisser leurs impôts. Mais enfin, les Américains ne sont pas stupides. Les étrangers non plus, d'ailleurs : ils savent que les entreprises seront concernées, elles aussi, par les augmentations d'impôts futures ; et ils en tirent les conséquences pour leurs futurs investissements. Ainsi, l'entreprise japonaise Toyota a annoncé cette semaine qu'elle annulait son projet d'une large usine de construction d'automobiles en Californie.**

**Cela est politiquement très inconfortable pour le Président. L'importante majorité Démocrate à la Chambre des Représentants et au Sénat dépend du soutien persistant d'un groupe de Démocrates relativement conservateurs (dits « Blue Dogs » ou Chiens bleus), qui ont été élus dans des circonscriptions facilement regagnables par les Républicains et qui, par conséquent, ne peuvent pas prendre le risque de soutenir une politique économique irresponsable.**

**Ces derniers temps, les Chiens Bleus montrent de plus en plus de signes de nervosité. Il est désormais tout à fait possible qu'ils fassent échouer le seul élément important du programme Obama à n'avoir pas été encore abandonné : l'instauration d'un système étatique d'assurance santé, qui aurait vocation à devenir progressivement un système unique.**

**La question, à ce stade, n'est plus de savoir si un tel système serait bon ou mauvais pour la santé des Américains, ni même s'il serait bien géré. Ce qui est maintenant clair, et que la rhétorique présidentielle ne parvient pas à cacher, c'est que ce système alourdirait encore la dette publique de l'ordre d'un millier de milliards de dollars supplémentaires. Ce montant s'ajoute à celui des autres programmes d'endettement et de dépenses déjà votés et qui, selon**

**l'office budgétaire du Congrès, pourtant sous influence Démocrate, vont doubler la dette américaine dans les dix prochaines années.**

**Cet office, dit CBO, a d'ailleurs reconnu la semaine dernière qu'aucune des économies annoncées par le Président en contrepartie des surcoûts n'avait le moindre commencement de crédibilité. Son directeur, Douglas Elmendorf, a déclaré, devant la commission du budget du Sénat, que le projet de loi ne contenait aucune économie réelle et alourdirait structurellement, sur le long terme, la dette américaine.**

**Voter la réforme du système de santé, pour les Chiens Bleus, cela ressemble donc un peu trop à un suicide politique. Tout Démocrates qu'ils sont, leur soutien est donc loin d'être garanti. Leur groupe a donc publié jeudi dernier une déclaration, dans laquelle ils se déclarent partisans d'une réforme mais exigent que celle-ci n'alourdisse pas les coûts du système de santé. Personne ne sait, à ce stade, s'ils bluffent ou non. Mais comme la réforme proposée alourdit fortement les coûts, les Chiens Bleus, s'ils s'en tiennent à leurs déclarations, ne pourront pas la voter.**

**Cependant, les soucis politiques que la dette américaine cause au Président ne sont rien par rapport aux inquiétudes économiques qu'elle suscite dans le reste du monde. L'économie américaine, après tout, représente le quart de l'économie mondiale. Si une part aussi importante de la richesse mondiale est fragilisée par une dette insoutenable, c'est toute l'économie mondiale qui va en subir les conséquences.**

**La Chine, en particulier, est en train de réfléchir sérieusement aux dangers que représente le fait, pour ses investisseurs, de détenir à eux seuls près du quart de la dette américaine, ou pas loin de 2000 milliards de dollars. Pendant de longues années, la Chine, lorsqu'elle finançait la dette américaine, finançait aussi la demande des Américains pour les produits Made in China ; elle y trouvait donc son compte.**

**Aujourd'hui, cependant, la dette est en train d'atteindre des niveaux si élevés qu'elle ne pourra sans doute pas être remboursée uniquement par des augmentations d'impôts. A moins que le Président ne change brutalement sa politique budgétaire, il sera un jour inévitable de « monétiser » une partie de la dette – en clair, de la racheter contre des dollars créés pour l'occasion, ce qui est l'équivalent contemporain de l'ancienne « planche à billets ». La monétisation entraînera l'inflation et la perte de la valeur du dollar. Les investisseurs chinois, qui croyaient détenir une créance solide, se retrouveront dans la même situation que les investisseurs qui avaient placé leur argent chez Bernard Madoff : ils apprendront un jour que leur créance vaut beaucoup moins qu'on ne le leur avait annoncé, et qu'il n'y a tout simplement rien à y faire.**

**Les Chinois n'ont pas intérêt à accélérer ce moment en vendant leur dette, ou même en cessant entièrement d'acheter de la dette nouvelle : cela réduirait le marché de leurs produits et ferait souffrir leur économie. Mais ils voient venir la crise et cherchent des moyens de la retarder ou d'en limiter l'ampleur. C'est pour cela que, depuis février dernier (c'est-à-dire depuis la loi sur le « stimulus », première loi d'endettement et de dépenses de l'administration Obama), la Chine multiplie les déclarations sur la nécessité de limiter le rôle du dollar dans l'économie mondiale.**

**Pour l'instant, l'équilibre politique mondial ne permet pas encore de passer à l'acte en obligeant, par exemple, les Etats-Unis à s'endetter en monnaie chinoise, ou dans un panier de monnaies qui permettrait de mieux partager le risque de change. Mais à moyen terme, si**

**la politique budgétaire américaine n'est pas modifiée, ces réformes deviendront inévitables. Obama, dans ce cas, entrerait dans l'histoire comme le Président qui a mis fin à l'empire du dollar.**

---